



MINISTÈRE DES ARMÉES

SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES

PLATE-FORME COMMISSARIAT BREST (PFC BREST)

BCRM BREST - CC 20
29 240 BREST CEDEX 9

Objet du marché :

Nettoyage de la vaisselle et des locaux du restaurant de l'Anse du Grand-Duc, du restaurant Keravel et du restaurant Grande Rivière de la Base navale de Brest (29)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : DAF_2025_000069

Procédure de passation : *Appel d'offres ouvert.*

Textes de références : code de la commande publique.

Ce document comprend 21 pages et 4 annexes.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION	4
ARTICLE 4 – FORME ET ETENDUE Du marché	4
ARTICLE 5 – DUREE D'EXECUTION ET RECONDUCTION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION	5
7.1 Représentation des parties	5
7.2 Conditions d'exécution	6
ARTICLE 8 – REGIME FINANCIER	14
8.1 Forme et contenu des prix.....	14
8.2 Variations des conditions économiques.....	14
8.3 Nantissement, cession de créance	15
8.4 Retenue de garantie	15
8.5 Avances.....	15
8.6 Acomptes	15
8.7 Mise en place du dispositif carte achat	16
8.8 Unité monétaire	16
8.9 Taxe sur la valeur ajoutée	16
8.10 Modalités de facturation.....	16
8.11 Transmission des factures.	16
8.12 Délais de paiement	16
8.13 Intérêts moratoires.....	17
8.14 Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	17
ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES.....	18
9.1 Forme des notifications et des informations	18
9.2 Langue.....	18
9.3 Sous-traitant	18
9.4 Assurances	18
9.5 Propriété intellectuelle	18
9.6 Modifications relatives au titulaire du marché	18
9.7 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.....	19
9.8 Documents à produire pendant l'exécution du marché	19
9.9 Résiliation du marché.....	19
9.10 Certificat de bonne exécution de marché (CBEM)	19
9.11 Règlement d'un différend par la médiation et litiges	20
ARTICLE 10 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	21

4 Annexes :

Annexe 1 : Déclaration de reconnaissance de contrat sensible ;

Annexe 2 : Constatation de service fait restaurant de l'Anse du Grand-Duc ;

Annexe 3 : Constatation de service fait restaurant de Keravel ;

Annexe 4 : Constatation de service fait restaurant Grande Rivière.

Liste des abréviations :

DRO : Document relatif à l'offre ;

CCAP : cahier des charges administratives particulières ;

CCTP : cahier des charges techniques particulières ;

CCP : code de la commande publique ;

CCAG : cahier des clauses administratives générales (notamment FCS : fournitures courantes et services) ;

PLACE : plateforme achats de l'Etat ;

CPR : contrôle primaire ;

SFP : service fait présumé.

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet la passation d'un marché relatif au nettoyage de la vaisselle et des locaux du restaurant de l'anse du Grand-Duc, du restaurant Keravel et du restaurant Grande Rivière de la Base navale de Brest.

La consultation porte sur des prestations de service, dont les caractéristiques techniques sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP n° DAF_2025_000069).

Les sites relèvent des dispositions de contrôle et de protection spécifiques du code de la défense au regard de leur sensibilité.

ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti car sa dévolution en lots séparés rend techniquement difficile et financièrement plus coûteuse la prestation.

ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles R 2161-2 à R 2161-5 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 – FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

Le présent marché est mono-attributaire. Il comprend :

- d'une part des prestations forfaitaires et récurrentes ;
- d'autre part des prestations ponctuelles traitées par l'émission de bons de commande, conformément aux articles R2162-13 et R 2162-14 du CCP.

Le marché est conclu avec un minimum en valeur correspondant à la partie forfaitaire, et avec un maximum en valeur sur sa durée totale, conformément à l'article R 2162-4 du CCP, d'un montant de 3 006 400 € hors taxe.

ARTICLE 5 – DUREE D'EXECUTION ET RECONDUCTION DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter du 1^{er} aout 2025 ou à sa date de notification si celle-ci est postérieure, pour une durée d'un (1) an.

Il est reconductible tacitement, par période d'un (1) an à compter de sa date de prise d'effet ou de notification, sans que sa durée globale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction (art. R 2112-4 du CCP).

En cas de non reconduction, la personne publique notifie sa décision au titulaire au moins deux mois avant la date de reconduction. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Les dates prévues de début d'exécution des prestations sont :

- le 1^{er} aout 2025 pour le restaurant de l'Anse du Grand-Duc (poste 1) et le restaurant Keravel (poste 2) ;
- le 29 aout 2025 pour le restaurant Grande Rivière (poste 3).

ARTICLE 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Conformément à l'article 4 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- a) l'acte d'engagement (ATTRI 1 DAF_2025_000069) et son annexe le document relatif à l'offre (DRO_2025_000069) ;
- b) le cahier des clauses administratives particulières (CCAP n°DAF_2025_000069) et ses quatre (4) annexes ;
- c) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP 2025_000069) et ses dix-huit (18) annexes ;
- d) le cahier des clauses administratives générales (CCAG/FCS) applicable aux prestations objet du marché, si celui-ci s'y réfère ;
- e) l'offre technique du titulaire ;
- f) les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

L'exemplaire original des documents, conservé dans les archives de la personne publique, fait seul foi.

Le Code de la Commande Publique et le CCAG de référence sont disponibles sur le site Internet : <https://www.economie.gouv.fr/daj/code-commande-publique-et-autres-textes>.

ARTICLE 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

7.1 Représentation des parties

7.1.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

Le directeur de la plate-forme commissariat Brest (PFC Brest) est le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA). Il a reçu délégation du ministre des Armées, pouvoir adjudicateur au sens de l'article L 1211-1 du CCP, en vertu l'arrêté du 22 juin 2007 portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale signataires des marchés publics au ministère des Armées, modifié par l'arrêté du 23 août 2021.

Il agit pour les formalités de :

- lancement de la consultation ;
- notification du marché ;
- notification des bons de commande ;
- non reconduction du marché ;
- modifications du marché ;
- suivi administratif et financier ;
- règlement amiable ;
- résiliation du marché.

7.1.2 Représentants de la PFC Brest

Pour tous renseignements liés à l'exécution du marché, le titulaire s'adresse :

- pour le suivi administratif du marché, à la division achats publics de la PFC Brest pfc-brest-soutien-commun.contact.fct@intradef.gouv.fr et tél : 02.98.14.09.85 ;
- pour le règlement des factures, le titulaire ou les sous-traitants admis au paiement direct dispose(nt) d'une assistance en ligne sur le site CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Elle comprend trois possibilités : le chatbot ClaudIA, le live chat via ClaudIA ou la saisie d'une sollicitation. Une fiche explicative présentant ces trois outils est disponible à l'adresse

suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/wp-content/uploads/2019/07/AIFE-Fiche-pratique-Faire-appel-%C3%A0-l'assistance-Chorus-Pro-2.0.pdf> ;

- pour les questions relatives aux bons de commande : à la section commande de la PFC Brest pour l'émission du bon de commande pfc-brest-commandes.contact.fct@intradef.gouv.fr (tél : 02.98.14.88.06 ou 02.98.22.25.47) ;
- pour la sécurité, l'officier sécurité à la division achats publics de la PFC Brest pfc-brest.off-secu.fct@intradef.gouv.fr ou 02.98.22.92.11 ;

7.1.3 Représentants du prescripteur

Pour l'exécution du marché, le titulaire s'adresse pour toutes les questions concernant l'exécution des prestations au représentant du prescripteur :

- Pour le poste 1 :
 - A son gérant au 02 98 22 11 40
gsbdd-bsl-restaurant-du-grand-duc.gerant.fct@intradef.gouv.fr ;
 - Où
 - A son directeur délégué au 02 98 22 93 95.
- Pour le poste 2 :
 - A son gérant au 02 98 22 01 99
 - Où
gsbdd-bsl-restaurant-keravel.gerant.fct@intradef.gouv.fr ;
 - A son directeur délégué au 02 98 22 93 95.
- Pour le poste 3 :
 - A son gérant au 02 98 22 26 10
gsbdd-bsl-restaurant-grande-riviere.gerant.fct@intradef.gouv.fr ;
 - Où
 - A son directeur délégué au 02 98 22 93 95.

7.1.4 Comptable assignataire

Le comptable assignataire chargé des paiements est la direction départementale des finances publiques du Finistère (DDFIP 29).

7.1.5 Représentants du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG de référence, cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, la personne publique de toute modification d'interlocuteur désigné.

7.2 Conditions d'exécution

Le titulaire est réputé avoir, préalablement à la remise de son offre, pris connaissance du présent CCAP et du CCTP du DAF_2025_000069 ainsi que du CCAG applicable au présent marché.

Il reconnaît qu'aucune des conditions générales ou spécifiques figurant dans ses propres documents commerciaux (conditions de vente, délais de paiement, documentation, etc...) ne pourra s'intégrer au présent marché.

7.2.1 Réunion de lancement

Une réunion de lancement sera organisée par le prescripteur entre le titulaire du marché et la personne publique au plus tard quinze (15) jours après la date de notification du marché.

7.2.2 Emission des bons de commande

Conformément aux dispositions du présent marché, des bons de commandes peuvent être émis au fur et à mesure des besoins de la personne publique concernant les prestations ponctuelles. Les bons de commande sont transmis au titulaire par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de leur réception. Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Ces bons de commandes sont établis au vu d'un devis qui est demandé au moment de la survenance du besoin par le représentant du prescripteur.

Le titulaire s'engage à exécuter la totalité des bons de commandes notifiés au fur et à mesure des besoins des cercles

Le nombre de commandes n'est pas limité annuellement et leurs dates d'émission ne sont pas définies à l'avance.

Les bons de commande indiqueront :

- le nom de l'organisme émetteur du bon de commande ;
- la référence du marché et le numéro de lot (numéro DAF_2022_001794 et date de notification) ;
- les références du titulaire (dénomination sociale et adresse) ;
- le numéro d'engagement juridique CHORUS et la date d'émission du bon de commande (numéro à 10 chiffres commençant par 14) et du marché (voir ATTR11, partie D) ;
- les coordonnées (nom, adresse, téléphone, adresse e-mail) de l'émetteur du bon de commande ;
- le détail de la commande (nature, référence, quantité) ;
- l'adresse de livraison du matériel ;
- les prix unitaires hors taxes en vigueur à la date du bon de commande ;
- le montant HT et TTC du bon de commande ;
- l'adresse de facturation.

7.2.3 Délais d'exécution

Le titulaire doit respecter les horaires et la fréquence d'exécution des prestations mentionnés dans son offre, sous peine de l'application des pénalités prévues à l'article 7.2.16 du présent document.

Les bons de commandes peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais leur exécution doit être terminée au plus tard trois (3) mois suivant la fin du marché.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation.

7.2.4 Livraison/lieu d'exécution

7.2.4.1 Adresse du lieu d'exécution

La prestation est exécutée aux adresses suivantes :

➤ Poste 1 :

Restaurant de l'anse du Grand-Duc
BCRM de Brest- GSC BdD Brest-Lorient
Département Restauration Hébergement Hôtellerie Loisirs (DR2HL)
29 290 BREST CEDEX 9

➤ Poste 2 :

Restaurant Kéravel
BCRM de Brest- GSC BdD Brest-Lorient
Département Restauration Hébergement Hôtellerie Loisir (DR2HL)
29 290 BREST CEDEX 9

➤ Poste 3 :

Restaurant de la Grande rivière
BCRM de Brest-GSBdD Brest-Lorient
Département Restauration Hébergement Hôtellerie Loisir (DR2HL)
29 290 BREST CEDEX 9

7.2.4.2 Conditions particulières d'accès

Le titulaire est soumis, pour l'accès de son personnel sur le site, aux obligations relatives à la sécurité des sites du ministère des Armées.

Le titulaire prend contact avec le destinataire des prestations dont les coordonnées figurent à l'article 7.1.3 du présent CCAP avec un préavis de 72h00 pour convenir des modalités d'accès au site et doit se soumettre aux modalités décrites au 7.2.5.5 concernant la protection du secret en contactant l'officier sécurité de la PFC Brest à l'adresse suivante :

pfc-brest.off-secu.fct@intradef.gouv.fr.

7.2.5 Obligations du titulaire

7.2.5.1 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

7.2.5.2 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiel les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou supports (clé USB, disque dur externe, ...) ne peuvent être, sans autorisation expresse de la personne publique, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

La personne publique pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. En tout état de cause, aucune information de ce type en pourra être conservée par le titulaire ou sous-traitant.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner, entre autres, la résiliation du marché aux torts du titulaire.

7.2.5.3 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution.

7.2.5.4 Mesures de prévention

Le titulaire s'engage à se conformer aux mesures de prévention concernant les prestations effectuées dans un organisme des Armées par une entreprise extérieure, conformément à l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des armées.

7.2.5.5 Protection du secret

a) Dispositions générales relatives à la discrétion et à la protection – marché sensible

Le marché est classé « sensible ». Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance que certains sites relèvent de dispositions de contrôle et de protection spécifiques du Code de la défense au regard de leur sensibilité. Par ailleurs, certains constituent une zone protégée telle que définie aux articles L413-7 et R 413-1 du code pénal. Il a l'obligation de reporter dans ses propres contrats de sous-contractante et/ou sous-traitance, ses obligations contractuelles en matière de protection du secret de la défense nationale.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret dans la défense nationale annexée à l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de ladite instruction ;
- les articles L413-7, L413-8 et R 413-1 à 413-5 du code pénal ;
- les dispositions du code de la défense et notamment de l'article L1332-2-1 et les articles R1332-22-1 et suivants.

Par ailleurs, le titulaire reconnaît qu'il n'a pas à connaître ou détenir, pour l'exécution du marché, les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

b) Mise en œuvre des mesures de sécurité

Le titulaire est informé que les personnes travaillant dans le cadre du marché, ainsi que lui-même, seront soumis à un contrôle de sécurité.

Le titulaire s'engage à informer les personnels devant participer aux prestations du présent marché (personnels titulaires ou sous-traitants) ayant besoin d'accéder au site concerné :

- qu'ils feront l'objet d'une enquête administrative destinée à vérifier qu'il est possible de les autoriser à accéder au site conformément à l'article 5.3.2.3 de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret dans la défense nationale. Ce contrôle est soumis à un délai administratif de deux mois maximum à compter de la date de remise du dossier complet ;
- qu'ils ont pris connaissance des articles L413-7, L413-8 et R 413-1 à 413-5 du code pénal ;
- qu'ils devront se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Le titulaire certifie qu'il fera signer par tous les personnels appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration de reconnaissance de contrat sensible (annexe 1 au présent CCAP), par laquelle lesdites personnes attestent avoir pris connaissances des articles 413-9 à 413-12 du code pénal. Par ailleurs, il s'engage à ne présenter aux procédures de contrôle de sécurité que des personnes appartenant à son entreprise ou à ses sous-traitants désignés.

Pour cela, le titulaire s'engage à remettre à l'Officier de Sécurité de la PFC Brest dans un délai de 7 jours maximum après la date de notification :

- les déclarations de reconnaissance mentionnée ci-dessus avant tout accès du personnel concerné aux lieux d'exécution des prestations ;

- une liste du personnel titulaire et remplaçant (noms, prénoms, dates et lieux de naissance, numéros de carte d'identité, coordonnées des agents et du responsable de site), aussi le titulaire doit prévoir un nombre suffisant de personnel afin de palier toutes situations. Cette liste est destinée à recevoir l'approbation de l'autorité militaire après enquête de sécurité ;
- le formulaire électronique « CPR » (contrôle primaire) transmis par l'Officier de Sécurité de la PFC Brest, complété et signé.

Par ailleurs, si de nouveaux personnels sont affectés à l'exécution des prestations au cours du marché, le titulaire s'engage à en informer préalablement les correspondants de la personne publique désignés à l'article 7.1.1 ainsi que les représentants des autorités du site concerné avec un préavis de deux (2) mois avant l'affectation sur site. Ces personnes seront également soumises à une enquête administrative et ils devront par ailleurs fournir la déclaration de reconnaissance de contrat sensible.

c) Récusation du personnel du titulaire par la personne publique

Pendant la durée de l'exécution du marché, la personne publique se réserve le droit de récuser avec effet immédiat ceux des personnels du titulaire qui ne satisferaient pas à l'enquête administrative leur permettant d'exécuter la prestation. La non-habilitation n'a pas à être motivée.

Le titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans un délai de 48 heures. Il ne peut prétendre ni à une prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix. Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité contractante ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable de celles-ci.

L'autorité contractante peut soumettre, de manière temporaire ou définitive, l'autorisation accordée à un personnel d'accéder au site à son accompagnement par une personne qu'elle aura désignée.

d) Sanctions et résiliation du marché

Considéré comme un dysfonctionnement, le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, entraîne le prononcé d'une sanction contractuelle sans préjudice des sanctions pénales et peut aller jusqu'à la résiliation du marché au seul tort du titulaire. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation quelles que soient les clauses prévues au marché.

7.2.5.6 Règlement général sur la protection des données

Le marché n'est pas concerné par le règlement général sur la protection des données.

7.2.5.7 Dispositif applicable au traitement des données à caractère personnel de militaires nécessaires à l'exécution du marché

Le marché n'est pas concerné par ce dispositif.

7.2.6 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Il est fait application de l'article 6 du CCAG de référence.

7.2.7 Protection de l'environnement santé et sécurité.

Il est fait application de l'article 7 du CCAG de référence.

7.2.8 Clause de développement durable

7.2.8.1 Dispositions sociales

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, l'exécution du présent marché met en œuvre une disposition sociale en faveur d'un ou plusieurs jeunes volontaires stagiaires du Centre du Service Militaire Volontaire de Brest (CSMV B) ⁽¹⁾.

Ce dispositif permet à un ou plusieurs jeunes volontaires stagiaires, suivi par le CSMV B, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant au sein de l'entreprise titulaire du marché :

- soit une période de découverte de l'entreprise ;
- soit une période de stage ou d'une période d'adaptation en entreprise ;
- soit une période de découverte de longue durée de l'entreprise.

Il est précisé que le volontaire stagiaire est rémunéré par l'administration militaire (A part dans le cas d'une période d'adaptation en entreprise d'une durée supérieure à 308 heures).

Modalité de mise en œuvre :

Le titulaire doit prendre directement contact avec le CSMV B, à l'aide du mail ci-dessous, afin de se renseigner sur les modalités de mise en œuvre :

csmv-brest.charge-accomp.fct@intradef.gouv.fr

Le dispositif donne lieu ensuite à l'établissement d'une convention de stage renseignée et signée par l'ensemble des parties prenantes (le militaire volontaire, le CSMV B, la société titulaire du marché).

⁽¹⁾ Le Service Militaire Volontaire a pour objectif l'insertion sociale et professionnelle durable des volontaires. Ce dispositif militaire, fondé sur l'acquisition volontaire de valeurs et d'une formation professionnelle, propose un nouveau départ à des jeunes hommes et femmes qu'il arme pour l'emploi.

7.2.8.2 Dispositions environnementales

Le titulaire met en œuvre des techniques et processus intégrant la notion de développement durable pour l'exécution du marché. Il respecte ses engagements en la matière, détaillés dans son offre.

7.2.8.3 Engagement RSE du ministère

Le ministère des Armées est engagé dans une démarche d'achats responsables avec l'obtention des labels « Egalité professionnelle femmes hommes » et « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » (RFAR).

Des informations complémentaires sur les engagements du ministère des Armées et les démarches de labellisation sont disponibles sur le site : www.achats.defense.gouv.fr

En outre, ce site a pour objectifs d'accueillir, orienter et informer les entreprises intéressées par les achats émanant du ministère des Armées. Le site publie une information actualisée sur les avis d'appels publics à la concurrence des services acheteurs du ministère par interface avec la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), les prévisions d'achats du ministère et les demandes d'information (DI/RFI) ainsi que les données essentielles.

7.2.9 Variantes

Le marché ne comporte pas de variantes.

7.2.10 Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

7.2.11 Prestations similaires pour les marchés de travaux et de services

La personne publique pourra recourir à la procédure négociée sans mise en concurrence pour des prestations similaires qui se présenteraient au cours du marché selon les modalités de l'article R 2122-7 du CCP.

7.2.12 Clause de réexamen

Le présent marché peut faire l'objet de modifications conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

Est ainsi insérée au présent marché une clause de réexamen dont le champ d'application et la nature des éventuelles modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont précisées ci-dessous :

- la modification et/ou l'ajout de prestation nécessaire, entrant dans le champ du marché et non prévus initialement aux contrats (par avenant) ;
- la modification du marché dans le cadre d'un changement de RPA rendu nécessaire par une réorganisation des services de l'administration (par ordre de service) ;

La mise en œuvre de ces modifications est subordonnée à la seule décision de la personne publique. Ces dispositions ne pourront en aucun cas donner lieu à indemnisation. Toutes modifications concernant le présent marché font l'objet d'un avenant ou d'un ordre de service émis par le représentant du pouvoir adjudicateur et sont notifiées au titulaire du marché par le site de la PLACE ou par voie électronique avec accusé de réception.

Les modifications envisagées ne peuvent en aucun cas entraîner une modification substantielle du marché initial et ne peuvent en aucun cas donner lieu à indemnisation.

7.2.13 Garanties

Le marché ne fait pas l'objet de garanties.

7.2.14 Opérations de vérification quantitative et qualitative d'admission

Par dérogation à l'article 28, les opérations de vérification sont effectuées par les unités bénéficiaires qui consignent les résultats des opérations de vérification sur la constatation du service fait (cf. annexes 2, 3 et 4 du présent CCAP). La constatation de service fait est conservée par l'unité bénéficiaire en cas de contrôle à posteriori par la section contrôle interne de la PFC Brest.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG de référence, l'admission des prestations prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission par l'unité bénéficiaire.

7.2.15 Service fait présumé

→ Mise en œuvre du service fait présumé

Le présent marché peut mettre en œuvre la procédure de service fait présumé. Dans le respect des dispositions de l'article 31 du décret n° 2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, la conformité à l'engagement juridique de la livraison ou de la prestation peut être présumée au regard de la nature de la dépense ou de l'évaluation des risques résultant notamment des dispositifs de contrôles internes de la personne publique.

Cette procédure permet lors de la liquidation de la facture de présumer la conformité qualitative et quantitative de la livraison ou de la prestation à l'engagement juridique.

La procédure de service fait présumé est juridiquement distincte de la procédure de constatation de l'exécution des prestations opérée par les services de la personne publique et le titulaire du marché. Par conséquent, elle est sans incidence sur les stipulations contractuelles relatives à l'admission des prestations telles qu'elles sont prévues au présent marché.

→ **Procédure en cas de trop-perçu**

Si postérieurement au paiement il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite de la personne publique, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures à venir. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation.

Par exception, en cas d'impossibilité pour le titulaire de procéder au remboursement dans les conditions évoquées ci-dessus, une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment est transmise à la personne publique.

Lorsque la procédure de remboursement prévue plus haut ne peut être mise en œuvre, la personne publique émet un ordre de recouvrer à l'encontre du titulaire, conformément à l'article 11 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

→ **Réversibilité du recours au service fait présumé**

La personne publique peut suspendre la procédure de service fait présumé. Lorsqu'un protocole de contrôles partagés a été mis en œuvre, le titulaire du marché est informé de la décision de la personne publique dans les meilleurs délais.

7.2.16 Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable et sans application d'un quelconque seuil d'exonération et de plafonnement, les pénalités suivantes :

N° de la pénalité	Intitulé de la pénalité	Montant en euros (€) HT
1	Non-exécution d'une prestation relative à la fonction laverie de la vaisselle suivant la fréquence mentionnée dans l'offre du titulaire. Art. 3.2 du CCTP.	5% du montant forfaitaire mensuel de la prestation laverie de la vaisselle / prestation non effectuée
2	Non-exécution d'une prestation relative à la fonction nettoyage des locaux suivant la fréquence mentionnée dans l'offre du titulaire. Art. 3.4 du CCTP.	5% du montant forfaitaire mensuel de la prestation nettoyage des locaux / prestation non effectuée
3	Non-exécution d'une prestation relative à la fonction évacuation des déchets suivant la fréquence mentionnée dans l'offre du titulaire. Art. 3.3 du CCTP	50€ HT/constatation
4	Non-exécution totale des prestations journalières conformément au CCTP et à l'offre du titulaire.	10 % du montant forfaitaire mensuel / jour calendaire
5	Non fourniture du plan de prévention dans les délais impartis Art. 4.1 CCTP	50€ HT / jour calendaire de retard
6	Non approvisionnement des consommables directement liés à l'exécution du marché. Art. 5.5 du CCTP	20€ HT / jour de rupture constatée
7	Manquement du titulaire aux respects des exigences de sécurité : absence d'EPI des personnels du titulaire	100€ / constatation.

8	Utilisation de produits dangereux ou non autorisés Art. 3.1 et 3.2 du CCTP	150 € HT / constatation
9	Non transmission du planning hebdomadaire dans les délais impartis Art. 3.5 du CCTP	50 € HT / jour calendaire de retard
10	Qualité insuffisante de la prestation constatée : couverts, assiettes ou verres sales (obligation de résultat)	50 € HT / jour calendaire
11	Non-respect d'un engagement figurant au mémoire technique	50€ HT/ jour calendaire jusqu'à correction de l'anomalie.
12	Toutes autres non conformités relevées par rapport aux exigences des CCTP	50 € HT / constatation

ARTICLE 8 – REGIME FINANCIER

8.1 Forme et contenu des prix

Le présent marché est à prix forfaitaires hors taxes et toutes taxes comprises pour chaque poste correspondant aux prestations décrites dans le CCTP DAF_2025_000069 (incluant la fourniture et la mise en place des consommables, des produits lessiviels et de nettoyyages).

Il est conclu à prix unitaires hors taxes et toutes taxes comprises pour les prestations ponctuelles.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement les prestations, le coût de la main d'œuvre et de l'assurance.

8.2 Variations des conditions économiques

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres. Ces prix sont réputés fermes pendant la durée initiale du présent marché, soit un (1) an à compter de la date de prise d'effet du marché, soit le 1^{er} aout 2025, ou à sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Les prix initiaux HT sont révisés annuellement par application de la formule paramétrique ci-dessous. Cette révision prend effet à la date d'anniversaire de la prise d'effet du marché.

$$P = P_0 \times [0,10 + 0,90 (I_n/I_0)]$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé ;

P0 = Prix initial ;

I = indice INSEE CPF 81.2 – Service de nettoyage 010766397 ;

I0 = Indice initial correspondant au dernier indice publié à la date de remise des offres ;

I_n = dernier indice publié à la date de rédaction de la révision des prix (L'indice utilisé ne pourra être relevé plus de 30 jours avant la date anniversaire de prise d'effet du marché).

Le coefficient de révision est arrondi au millièrme supérieur.

La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

En cas de changement par l'INSEE de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités soit avec le coefficient de raccordement associé soit par le calcul d'un coefficient de raccordement s'il n'est pas fourni.

En vertu de la clause de sauvegarde, la personne publique se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation maximale de plus de 10% sur la durée totale du marché.

8.3 Nantissement, cession de créance

Il est délivré au titulaire, à sa demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention signée par la personne publique indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

Le cas échéant, il est délivré au sous-traitant à paiement direct une copie de l'original du marché revêtu de la mention signée par la personne publique indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité pour former titre en cas de cession ou de nantissement de créance pour la partie sous-traitée.

Le cas échéant, pour la partie les concernant il est délivré au nom du groupement, à sa demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention signée par la personne publique indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

Dans le cas d'un marché à bons de commande, il est délivré, sur demande du titulaire, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité du marché, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de chaque bon de commande ou de chaque tranche.

8.4 Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

8.5 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le délai de versement de l'avance court à compter :

- de la notification du marché ;
- de la date de chaque reconduction selon les modalités de l'article R 2191-15 du code de la commande publique ;
- de la date de notification du bon de commande concernant les prestations ponctuelles en application de l'article R2191-17 du code de la commande publique.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance (cf. acte d'engagement) conformément à l'article R 2191-5 du code de la commande publique. Dans le cas de l'acceptation du versement de l'avance, le service fait présumé ne pourra pas être mis en œuvre.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R 2191-11 et suivants du code de la commande publique.

8.6 Acomptes

La périodicité des acomptes est fixée à un mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre de l'article R 2191-20 du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas le caractère de paiement partiel définitif.

8.7 Mise en place du dispositif carte achat

Le présent marché ne prévoit pas la mise en place du dispositif de paiement par carte achat.

8.8 Unité monétaire

L'unité monétaire de règlement du marché est l'euro.

8.9 Taxe sur la valeur ajoutée

La taxe sur la valeur ajoutée est appliquée au taux légal en vigueur lors du fait générateur. L'organisme non assujéti à la TVA devra l'indiquer sur l'acte d'engagement en indiquant le texte de référence qui l'en exonère.

8.10 Modalités de facturation.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait valant décision d'amission.

Dans le cadre de la mise en place du service fait présumé :

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et déposé dans CHORUS PRO, sans nécessité de constatation préalable du service fait. Le contrôle du service fait est réalisé a posteriori par la personne publique.

8.11 Transmission des factures.

Le titulaire ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat transmettent leurs factures sous forme électronique conformément à l'article D 2192-1 et selon les modalités définies à l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire du marché enverra ses factures en version dématérialisée via le portail CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>), sur lequel est disponible :

- un kit de communication et de raccordement technique ;
- un onglet en langue anglaise situé en haut à droite de la page d'accueil.

Ils veillent à intégrer aux factures dématérialisées les mentions obligatoires définies à l'article D 2192-2, notamment :

- le code de service exécutant de la PFC Brest (D04666C029) ;
- le numéro de SIRET des services de l'Etat (11000201100044) ;
- le numéro du contrat ainsi que le numéro d'engagement juridique CHORUS du marché (n° EJ figurant dans la partie de l'acte d'engagement - ATTR11) et le numéro d'engagement juridique CHORUS du bon de commande le cas échéant (n°EJ figurant sur le bon de commande Chorus) ;
- si le titulaire n'est pas admis au SFP, il joint obligatoirement en pièce jointe l'imprimé « constatation du service fait » en annexe 2 au présent CCAP établi par la personne publique et signé contradictoirement des deux parties.

8.12 Délais de paiement

Le mode de règlement est le mandatement administratif à trente (30) jours maximum. Ce délai global de paiement s'entend à compter de la date ouvrant droit au règlement de la facture et s'apprécie à la date de validation du paiement par le comptable public.

Pour les avances, le point de départ du délai de paiement est la date de notification du marché ou du bon de commande.

En ce qui concerne les sous-traitants, le point de départ sera la date de réception par le service exécutant de la demande du sous-traitant certifiée par le titulaire.

8.13 Intérêts moratoires

En cas de retard dans le paiement, le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct bénéficie de plein droit d'intérêts moratoires de la part de l'administration sans qu'il ait besoin d'en faire la demande (articles R 2192-32 à R 2192-36).

8.14 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, la personne publique se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à la personne publique démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

La personne publique vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par la personne publique, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, la personne publique et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par la personne publique :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES

9.1 Forme des notifications et des informations

La personne publique notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous les moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

9.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

9.3 Sous-traitant

Le titulaire est autorisé à sous-traiter en partie le présent marché sous réserve de l'acceptation préalable par la personne publique du ou des sous-traitants et de l'agrément par lui des conditions de paiement propres à chaque contrat de sous-traitance (Art. R 2193-1 à R 2193-4 du CCP).

La déclaration de sous-traitance (DC4) constitue la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de la totalité du marché.

9.4 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG de référence le titulaire doit pouvoir justifier d'une assurance garantissant sa responsabilité en cas d'accidents ou de dommages survenant lors de l'exécution du présent marché.

Il est responsable des dommages que l'exécution du marché peut engendrer à son personnel, aux agents de l'administration ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à la personne publique ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant sa responsabilité civile. Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à la personne publique, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément la personne publique de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

9.5 Propriété intellectuelle

Le présent marché ne comporte pas de droits de propriété intellectuelle.

9.6 Modifications relatives au titulaire du marché

Le titulaire du marché est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de manquement, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

9.7 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

Dans le cas d'une sauvegarde, d'un redressement ou liquidation judiciaire, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, en informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur. Il doit lui adresser, dans les quinze jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ainsi qu'une copie de tous documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution du contrat.

9.8 Documents à produire pendant l'exécution du marché

Le titulaire est tenu de fournir les documents requis, conformément aux articles D.8222-5 ou D. 8222-7 et selon les modalités définies à l'article D. 8222-8 du code du travail et aux articles R. 2143-8 à R. 2143-10 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018, à savoir :

- les attestations et certificats, datant de moins de 6 mois, délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ;
- un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis) ou équivalent datant de moins de 3 mois.

Le titulaire n'est pas tenu de fournir ces justificatifs si la personne publique peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

En cas d'impossibilité d'obtenir les pièces prévues ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements produits, il est fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues à l'article 9.9 du présent CCAP.

9.9 Résiliation du marché

La personne publique peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-2 du CCP.

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et selon les modalités définies à l'article D8222-8 du code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

9.10 Certificat de bonne exécution de marché (CBEM)

A la fin de la période d'exécution du présent marché et à la demande du titulaire, ou de sa propre initiative, le ministère des Armées peut délivrer un « certificat de bonne exécution de marché » au fournisseur qui aura donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations. La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être accordée si (liste non exhaustive) :

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s aura été conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée de qualité ;
- le titulaire ne s'est pas vu appliquer des pénalités de retard ;
- le marché n'a pas été résilié aux torts du titulaire.

Le ministère offre ainsi à ses fournisseurs une référence valorisable pouvant faciliter leur développement commercial tant en France qu'à l'exportation.

9.11 Règlement d'un différend par la médiation et litiges

Conformément aux articles L.2197-1 et L.2197-4 du CCP, et à l'article L.213-6 du code de justice administrative, les parties peuvent recourir à un médiateur.

Lorsqu'une partie souhaite recourir à la médiation, elle saisit le médiateur interne du ministère des armées. Dans ce cas, elle lui adresse par mail à l'adresse : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr une demande qui précise le nom de l'entreprise et son numéro SIREN, l'objet de la sollicitation, le service concerné du ministère, la personne de l'entreprise pouvant être contactée avec ses coordonnées mail et téléphoniques.

Le médiateur se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais. Dès lors la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur envoie un courriel aux parties, précisant la date d'acceptation des parties. Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion de médiation. Les délais d'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les parties peuvent décider de fixer un délai maximum de médiation.

La médiation ne peut être menée sur la base de litiges portant sur des créances prescrites par voie législative. En outre, elle ne peut être menée qu'à l'issue d'une décision explicite ou implicite de rejet (en tout ou partie) du mémoire en réclamation prévu par le marché.

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de justice administrative, la médiation est soumise au principe de confidentialité ; les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentiels ; ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la médiation, sans préjudices des mentions de protection qui peuvent les concerner.

Chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus de médiation.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur, déclare par courriel à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

La personne publique et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif national de règlement amiable ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R 2197-1 et suivants du code de la commande publique.

Le présent marché est régi par le droit français.

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du marché pourra être soumis au tribunal administratif de Rennes seul compétent.

Hôtel Bizien,
3 contour de la Motte,
35 044 Rennes cedex –
tél 02.23.21.28.28–Fax 02.99.63.56.84
e-mail: greffe.ta-rennes@juradm.fr

Conformément à l'article R.414-6 du code de la justice administrative, « les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le réseau internet » (www.telerecours.fr).

ARTICLE 10 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dispositions du présent cahier des clauses particulières dérogent aux articles du CCAG de référence dans les conditions suivantes :

Nature de la dérogation	Article du CCAP	Article du CCAG FCS
Représentant du titulaire	7.1.5	3.4
Opérations de vérifications quantitative et qualitative d'admission	7.2.13	28 ; 30
Pénalités	7.2.15	14